

## Etats-Unis

### Plus de pauvreté et d'insécurité pour les pauvres

*Aux Etats-Unis, le concept de sécurité humaine est souvent incorporé dans celui de «sécurité nationale». Le pays a le plus haut niveau d'insécurité humaine parmi les pays industrialisés. Malgré tout le discours gouvernement sur la sécurité nationale, les citoyens américains se sont rarement sentis aussi peu en sécurité.*

**Institute for Agriculture and Trade Policy  
Center of Concern**

**Steve Suppan en collaboration avec Alexandra Spieldoch**

#### Contexte de sécurité national de la sécurité humaine

Aux Etats-Unis, le concept de sécurité humaine est souvent incorporé dans celui de « sécurité nationale », étant supposé que la protection des «intérêts nationaux » assurait la sécurité humaine des habitants d'une nation. Le paradigme américain dominant de sécurité nationale exclut largement les politiques et programmes dont la mise en œuvre pourrait réaliser une sécurité humaine durable aux Etats-Unis.

Un document de référence pour l'évaluation de la situation de la sécurité humaine aux Etats-Unis est la « National Security Strategy of the United States of America », publiée en septembre 2002. La lettre d'accompagnement de cette Stratégie, rédigée par le président George W. Bush, commence ainsi : « Les grandes luttes du 20<sup>ème</sup> siècle entre la liberté et le totalitarisme se sont achevées sur une victoire décisive des forces de la liberté – et sur un modèle durable unique de réussite nationale : la liberté, la démocratie et la libre entreprise. »<sup>1</sup> C'est cette vision du 20<sup>ème</sup> siècle que la Stratégie serait supposée défendre au cours du 21<sup>ème</sup> siècle. Les initiatives proposées dans la Stratégie sont justifiées par le fait que « [l]es événements du 11 septembre 2001 ont fondamentalement changé le contexte des relations entre les Etats-Unis et les autres principaux centres de puissance globale et ouvert des opportunités vastes et nouvelles. »<sup>2</sup>

En décembre, une commission consultative spéciale de l'administration Bush a averti que la Commission « s'inquiète sérieusement de l'état actuel des efforts de sécurité intérieure dans l'ensemble du spectre allant de la prise de conscience à la reprise. »<sup>3</sup> En dépit des nombreuses initiatives gouvernementales prises au nom de 9/11,<sup>4</sup> un sondage de septembre 2003 par PIPA (Programme on International Policy Attitudes) constate que 76% des citoyens américains ne se sentent pas plus en sécurité à la suite de la « guerre contre le terrorisme ». Le sondage de PIPA énonce « [qu'une] très forte majorité estime que les réactions à la politique étrangère américaine dans le monde musulman sont en train de créer les conditions qui facilitent la croissance des groupes terroristes. »<sup>5</sup>

Le sondage de PIPA sur la législation en matière de prévention et de poursuites judiciaires pour la lutte anti-terroriste, connue sous le nom de Patriot Act, a révélé que « Huit

---

<sup>1</sup> « The National Security Strategy of the United States », septembre 2002, à : [www.whitehouse.gov/nsc/nssall.html](http://www.whitehouse.gov/nsc/nssall.html)

<sup>2</sup> *Ibid*, Section VIII.

<sup>3</sup> Cité dans Robert Block, « Panel Criticize U.S. Security Efforts », *The Wall Street Journal*, 16 décembre 2003.

<sup>4</sup> Note de la rédaction : Abréviation de 11 septembre 2001, renvoyant aux événements tragiques qui ont eu lieu ce jour-là à New York et à Washington, DC.

<sup>5</sup> « War on Terrorism Has Not Made Public Feel Safer ». Program on International Policy Attitudes, 9 septembre 2003, à : [www.pipa.org/whatsnew/html/new\\_09\\_03.html](http://www.pipa.org/whatsnew/html/new_09_03.html)

personnes sur 10 pensent que des citoyens américains détenus au motif de soupçons d'appartenance à un groupe terroriste devraient avoir le droit de voir un avocat et 3 sur 4 ne sont pas conscients qu'avec le Patriot Act, tel n'est pas le cas. » En dépit de larges critiques du US Patriot Act et du refus, par les responsables du ministère de la Justice américain, d'expliquer comment il a été utilisé, l'administration Bush a proposé une législation additionnelle, appelée Patriot II, pour «déliier davantage les mains des responsables chargés de faire respecter la loi». <sup>6</sup> Une proposition de projet de loi «contraindrait au témoignage sans cause probable d'un crime, sans connexion avec une puissance étrangère et sans réexamen préalable par un juge ou un jury» et empêcherait le récipiendaire d'un ordre de témoigner d'informer quiconque qu'il a reçu un tel ordre. <sup>7</sup> En réponse aux critiques générales contre Patriot I et II et au refus des Etats-Unis de garantir une procédure juridique régulière aux suspects du 11 septembre, détenus sur la base militaire américaine de Guantanamo Bay, à Cuba, le Procureur général John Ashcroft a répondu par la création d'un site web ([www.lifeandliberty.gov](http://www.lifeandliberty.gov)) et entamé une tournée de conférences devant des publics de partisans triés sur le volet.

### **Sécurité humaine : le budget**

Etant donné l'accent mis par la Stratégie de la sécurité nationale sur la « libre entreprise », il n'est pas surprenant que l'administration Bush à la fois analyse la sécurité humaine et fournisse des services publics pour la sécurité humaine dans le cadre d'un modèle de « libre entreprise ». En réponse au plan de l'administration Bush pour une troisième année consécutive de réductions fiscales visant essentiellement les riches et les grandes entreprises, huit lauréats du Prix Nobel et une centaine d'autres économistes éminents ont rédigé une lettre ouverte faisant état du fait que le plan « a pour but une modification permanente de la structure fiscale, et non la création d'emplois et la croissance dans le court terme ... L'adoption de ces réductions fiscales aggraverait les perspectives budgétaires à long terme, s'ajoutant aux prévisions de déficits chroniques de la nation. Cette détérioration fiscale réduira la capacité du gouvernement à financer les allocations de la Sécurité sociale et de Medicare (assurance médicale pour les personnes âgées), ainsi que les investissements dans les écoles, la santé, les infrastructures et la recherche fondamentale. » <sup>8</sup> Le lauréat du Prix Nobel Daniel McFadden a qualifié le budget de Bush de « arme de destruction massive visant les ménages à revenu intermédiaire. » <sup>9</sup>

Une analyse des données du Bureau du budget du Congrès, de juin 2003, menée par Citizens for Tax Justice constate que « un dollar sur trois dépensés par le gouvernement fédéral cette année en dehors de son système de Sécurité sociale autofinancé, sera payé sur des emprunts. Ceci sera la part la plus large des dépenses financées par le déficit depuis la Seconde Guerre Mondiale. » (Par contre, l'administration Clinton empruntait 6% de ce qu'elle dépensait). L'administration Bush et ses « conservateurs » fiscaux présumés au Congrès recherchent des réductions fiscales qui « accableront nos enfants d'un complément de dettes d'un montant de 10 mille milliards de dollars US dans juste dix ans. » <sup>10</sup> Ces créances réduiront davantage la capacité déjà affaiblie de gouvernements des Etats et locaux à assurer des services de base dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la sécurité publique.

<sup>6</sup> « Updating the Status of 'Pieces of Patriot II' Proposals ». American Civil Liberties Union, 8 octobre 2003 à : [www.aclu.org/news/NewsPrint.cfm?ID+14000&c+206](http://www.aclu.org/news/NewsPrint.cfm?ID+14000&c+206)

<sup>7</sup> *Ibid.*

<sup>8</sup> « Economists' Statement Opposing the Bush Tax Cuts », *The New York Times*, 1er février 2003.

<sup>9</sup> Cité dans David Moberg « The War at Home », *In These Times*, 17 mars 2003.

<sup>10</sup> « Bush's \$10 Trillions Borrowing Binge », Citizens for Tax Justice, 11 septembre 2003, à : [www.ctj.org](http://www.ctj.org)

## Abri pour des multinationales criminelles

Le Congrès américain continue néanmoins de distribuer aux grandes entreprises des allègements fiscaux et des refuges fiscaux de sorte que «cette année, l'impôt sur les sociétés américaines en pourcentage des bénéficiaires sera bien inférieur à 15% - à probablement seulement un tiers du taux réglementaire pour les sociétés, de 35%. »<sup>11</sup> En effet, même les sociétés criminelles, telles que WorlCom/MCI, continuent de rechercher auprès du Trésor américain des milliards de dollars d'allègements fiscaux.

Bien que sous l'administration Bush, «l'on ait pas enregistré de baisse de l'emploi pendant une période aussi longue» depuis que le gouvernement fédéral a commencé, en 1939, à établir des statistiques sur les emplois salariés, avec une perte de 2,4 millions d'emplois depuis mars 2001, le Congrès n'a pas jugé bon de proroger la durée des allocations chômage fédérales. Nombre des chômeurs ont perdu leur emploi en raison de «l'externalisation» par les entreprises et d'un transfert de la production et des services à l'étranger. Le Bureau des budgets du Congrès estime que le coût sur dix ans de la prorogation des réductions fiscales actuelles en faveur des entreprises sera de 2,1 mille milliards de dollars US. Par contre, le Congrès a refusé de proroger les allocations en faveur des chômeurs, qui perdent leurs avantages après 26 semaines de chômage. Et ceci, en dépit du fait que le fonds d'assurance chômage fédéral contient actuellement 20 milliards de dollars US, un montant plus que suffisant pour couvrir les allocations d'un nombre croissant de chômeurs de longue durée.

## Insécurité humaine déguisée

Les indicateurs de la hausse de l'insécurité humaine ont été masqués par la croissance du produit intérieur brut (PIB), saluée comme une preuve de la reprise. Toutefois, certains des facteurs qui stimulent la croissance du PIB ne sont pas viables. Par exemple, la dette des consommateurs, plus que la hausse des revenus, a alimenté les dépenses des consommateurs et le PIB. «Au cours du second trimestre de 2003, la dette des ménages s'est accrue à un taux annuel de 11,5%, la hausse la plus forte depuis 15 ans, selon la Réserve fédérale. La dette totale des ménages est actuellement de près de 9 mille milliards de dollars US et s'est accrue de plus de 50% depuis 5 ans.» Comme on pourrait s'y attendre durant une période de chômage et de baisse des salaires à long terme, «durant l'exercice 2003, les déclarations d'insolvabilité dans le secteur non commercial s'élevaient à un total de 1.625.813 – le chiffre le plus élevé jamais enregistré, et en hausse de 98% par rapport à 1994 »<sup>12</sup>

Un autre facteur qui a masqué le niveau d'insécurité est la politique monétaire fédérale visant à maintenir des taux d'intérêt faibles, ce qui permet aux propriétaires d'emprunter sur leurs hypothèques. Les faibles taux d'intérêt pour les logements résultent des politiques monétaires de la Federal Reserve Bank qui, sous l'administration Bush, a réduit ces taux «tant en termes nominaux qu'en termes ajustés à l'inflation (davantage) qu'elle ne l'a fait durant des périodes comparables au cours de l'ensemble des 12 mandats présidentiels de quatre ans précédents, sauf un, depuis 1953 ».<sup>13</sup> L'accès au crédit facilité par les faibles taux d'intérêt pour les logements a amorti l'incidence de la récession pour les propriétaires et a aidé à stimuler la croissance du PIB, alors même que la dette des ménages avait grimpé en

<sup>11</sup> McIntyre, Robert S. «Testimony to the U.S. House of Representatives, Concerning 'Waste, fraud [and] Abuse in Federal Mandatory Programs'», 18 juin 2003 à : [www.ctj.org/html/corp0603.htm](http://www.ctj.org/html/corp0603.htm)

<sup>12</sup> «Economy and Jobs Watch : Consumer Debt Increases, Savings Rate Down », *The Watcher*, OMB WATCH, 2 décembre 2003, à : [www.ombwatch.org/article/articleprint/1938/-1/198/](http://www.ombwatch.org/article/articleprint/1938/-1/198/)

<sup>13</sup> «The Bush Fed in Perspective », Financial Markets Center, 8 décembre 2003, à : [www.fmcenter.org](http://www.fmcenter.org)

flèche, à 82,6% du PIB, dès juin 2003. La préservation de cette architecture financière fragile dépend de la capitalisation continue de l'économie américaine par les investisseurs étrangers à un taux de 2 milliards de dollars US par jour. Si les investisseurs étrangers décident qu'il n'y a des marchés plus rémunérateurs ou plus sûrs dans lesquels investir, l'architecture risque de s'effondrer.

Un autre facteur qui stimule la croissance du PIB « a été la hausse inhabituellement forte des dépenses en matière de défense. »<sup>14</sup> Toutefois, le taux de croissance annuel de 45%, le plus élevé depuis 1945, n'est pas allé à une économie industrielle américaine qui produit des emplois fortement rémunérés, comme durant les guerres antérieures, mais à des entreprises telles que Halliburton qui ont sous-traité des « services de soutien » aux militaires américains, avec une main-d'œuvre américaine et étrangère bon marché. Une investigation approfondie des scandales en cours en termes de comptabilité et de fourniture de services liés à la guerre en Irak peut révéler combien sont peu nombreux ceux qui tirent profit financièrement de la « guerre contre le terrorisme » et quels profits ils en tirent.

### **Guerre contre la pauvreté ou guerre contre les pauvres ?**

Une analyse de l'action gouvernementale américaine sur la pauvreté et sur ses effets pourrait débiter par une reconnaissance du refus du gouvernement de moderniser la définition statistique de la pauvreté. La formule du seuil de pauvreté actuel est restée presque inchangée depuis sa première apparition il y a 40 ans. L'Académie nationale des sciences a estimé qu'une formule réactualisée pour refléter les structures de la consommation et des coûts rehausserait le seuil d'au moins 45%. La hausse du seuil signifierait que le gouvernement aurait à reconnaître un taux de pauvreté beaucoup plus élevé que le taux de pauvreté officiel de 12,1% de la population américaine, soit 34,6 millions de personnes. Et les pauvres continuent de s'appauvrir. Selon les données du recensement américain de septembre 2003, « le montant moyen de la baisse des revenus des pauvres en dessous du seuil de pauvreté était plus grand, en 2002, qu'au cours de toute autre année ayant des données enregistrées, ces données remontant à 1979. »<sup>15</sup>

La législation de 1996 visant à « mettre un terme à la protection sociale telle que nous la connaissons » a entraîné des réductions profondes de toutes les formes d'assistance fédérale et étatique en direction des pauvres, et en particulier des enfants des familles les plus pauvres aux Etats-Unis. Les enfants des familles vivant en dessous de 50% du seuil de pauvreté fédéral (par exemple, un revenu avant impôt d'environ 18.000 dollars pour une famille de quatre) qui ont reçu une assistance monétaire a chuté de 59% en 1996 à 31% en 2000. Il y a eu une baisse similaire dans le pourcentage d'enfants de familles très pauvres qui ont reçu une aide alimentaire fédérale à travers le programme de tickets alimentaires.

### **Incidences du genre et de la race sur l'insécurité humaine**

Les conséquences de la réduction des fonds fédéraux en faveur des personnes vivant dans la pauvreté ont des implications en termes de genre et de race, entre autres parce que les femmes et les groupes ethniques minoritaires représentent le pourcentage de pauvres le plus élevé aux Etats-Unis. En 2002, les ménages ayant une femme célibataire à leur tête constituaient la moitié des familles vivant dans la pauvreté. L'Institute for Women's Policy Research met en évidence certaines tendances inquiétantes depuis l'application de la législation relative à

<sup>14</sup> « Defense spending skews economic growth estimates », *Economic Snapshots*, Economic Policy Institute, 13 août 2003, à : [www.epinet.org](http://www.epinet.org)

<sup>15</sup> « Poverty Increases and Median Income Declines for the Second Consecutive Year », Center on Budget and Policy Priorities, 29 septembre 2003, à : [www.centeronbudget.org](http://www.centeronbudget.org)

« l'insertion sociale par le travail ». En plus de la baisse majeure dans les services en faveur des enfants, les adultes bénéficiaires de protection sociale reçoivent actuellement moins d'assurance santé qu'avant la mise en œuvre de la réforme de la protection sociale. A la suite d'un seul programme « insertion sociale par le travail », les mères célibataires travaillent plus que les pères célibataires mais reçoivent une rémunération moindre et doivent se battre pour recevoir les allocations pour l'éducation et la santé. Le Center on Budget and Policy Priorities fait état de disparités substantielles dans la couverture sanitaire entre races et classes différentes. Près de deux fois plus d'Américains asiatiques et africains que d'Américains blancs, non hispaniques ne bénéficient pas d'une assurance santé ; et trois fois plus pour les Latinos. Les populations immigrées sont de plus en plus vulnérables, et près de 50% des non citoyens ne sont pas assurés.<sup>16</sup>

## **Conclusion**

En dépit des indicateurs macroéconomiques de la croissance, la plupart des indicateurs économiques et sociaux montrent que les Etats-Unis ont le niveau le plus élevé d'insécurité humaine, parmi les pays industrialisés. Les attaques croissantes contre les programmes de protection sociale ont contribué à rehausser de 9 millions le nombre de résidents américains ne bénéficiant d'aucune forme d'assurance santé – un total estimé avec prudence à 43 millions – alors que le reste de la population a subi des hausses à deux chiffres dans les coûts des soins de santé au cours de chacune des trois dernières années. Malgré tous les discours du gouvernement sur la sécurité nationale, les citoyens américains se sont rarement sentis aussi peu en sécurité.

---

<sup>16</sup> « Number of Americans Without Health Insurance Rose in 2002 », Center on Budget and Policy Priorities, 8 octobre 2003, [www.cbpp.org](http://www.cbpp.org)